



Il est urgent que l'Europe développe une vision planétaire



Par Jean-Michel Séverine*

Le directeur général de l'Agence française de développement (AFD) nous livre sa vision d'une nouvelle Europe pleinement investie dans la mondialisation et des changements institutionnels que cela sous-tend.

Notre planète fait face à des risques mortels pour notre espèce, que l'euphorie de la chute du mur de Berlin a provisoirement masqués. Le dernier homme de Fukuyama n'aura pas survécu longtemps à la conflictualité renouvelée du XXI^e siècle, au changement climatique, aux inégalités internationales et à la marée montante des maux globaux – dont la récente épidémie de grippe A (H1N1) a rappelé l'existence. Une nouvelle «question sociale globale» émerge. Elle joue un rôle majeur dans le devenir de nos politiques sociales domestiques : migrations, délocalisations, course aux matières premières, compétitions manufacturières et de revenus nous obligent, Européens, à réévaluer l'importance de l'enjeu économique et social de notre relation aux pays en développement.

Alors qu'une nouvelle Commission vient d'être désignée, force est de constater que l'ensemble européen n'a pas pris la mesure du problème, ni mobilisé sa considérable force de frappe collective pour traiter le sujet.

D'une part, l'Europe est un «soft power» qui ne réalise pas

son potentiel. Les instances communautaires (Commission, Banque européenne d'investissement) et les États membres apportent 60 % de l'aide publique au développement mondial. Mais malgré des efforts entrepris dans la dernière décennie, notamment sous l'impulsion du commissaire Louis Michel, l'Europe influence encore peu la scène internationale des biens publics globaux et du développement, et monte souvent à la bataille en ordre dispersé. D'autre part, la politique européenne demeure construite autour de deux finalités : la gestion du legs colonial franco-britannique (qui explique l'ampleur du programme «Afrique-Caraïbes-Pacifique») et le voisinage (la Méditerranée et l'Europe de l'Est).

Même si aucune de ces fonctions n'est méprisante ou inutile, l'Europe a mieux à faire que d'être un bon voisin et d'assumer l'héritage du passé. Car ces deux ambitions ne font ni l'histoire ni la géographie, mais les subissent. Compte tenu de son poids, l'Europe doit avoir sa propre lecture de l'évolution de la planète, et traiter les risques qui en émergent. Formuler cette ambition avec les États membres devra être une des premières priorités de la nouvelle Commission.

Cette nouvelle posture l'amènera sans doute à réévaluer l'importance des objectifs géographiques qu'elle se donne. Sans déshabiller ni l'Afrique ni la Méditerranée, l'Europe doit se donner davantage d'ambitions en Asie et en Amérique latine, tout en faisant prévaloir le principe de subsidiarité permettant de concentrer l'action mutuelle dans les zones stratégiques où les États membres ne sont pas présents.

Un tel réexamen suppose des changements organisationnels au préalable, et en commande en conséquence. L'Europe donne aujourd'hui le triste spectacle

d'une organisation incohérente : un commissaire au Développement qui n'a pas d'autorité directe sur les services en charge de cette politique, une répartition des rôles peu satisfaisante entre celui-ci, le commissaire en charge des Affaires européennes, et le responsable de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). La nouvelle Commission doit aboutir à une organisation administrative et politique plus claire, qui permette l'émergence d'une vision elle-même globale et cohérente.

De nombreuses réformes seront ensuite à mettre en œuvre : doter l'Union des moyens d'exercer une influence intellectuelle à l'image de celle des institutions de Bretton Woods, construire la grande banque de développement dont elle a besoin, et la rapprocher de l'opérateur Europaid, mais aussi créer les mécanismes qui permettront aux institutions communautaires et aux États membres de «chasser en bande», en combinant vision, méthodes opérationnelles communes et avantages comparatifs de chacun. Ceci implique que les institutions communautaires achèvent rapidement le changement de mentalité et de positionnement stratégique qu'elles ont entamé : elles ne doivent plus constituer le énième acteur bilatéral européen.

Elles peuvent en revanche jouer trois rôles cruciaux : être l'instrument qui permet d'atteindre les objectifs ambitieux et de renforcer la visibilité mondiale de notre continent ; émerger comme le grand projet d'une Europe unie mais diverse ; faire de l'Europe le grand «soft power» du XXI^e siècle.

La bonne nouvelle est que tout ceci ne coûte pas grand-chose. L'Europe représente déjà une redoutable force de frappe «quantitative». Elle devra certes tenir les engagements financiers annoncés à Gleneagles

23.06.2009

ou par son Conseil, sous peine de décrédibilisation. Mais l'essentiel est dans la substance.

À l'heure où notre planète s'apprête à abriter 9 milliards d'habitants, où des centaines de millions de personnes ne mangent pas à leur faim et où nous ne savons pas si nous

survivrons au changement climatique, il semble qu'il vaille la peine de s'attarder quelque peu sur ce que nous, Européens, pouvons faire ensemble.

** Membre du blog
www.ideas4development.org/fr*